

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018-2019

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-----------------------------------------------------|----|
| Rapport de gestion | 1 |
| 1.0 Importance relative | 1 |
| 2.0 Profil de la Société | 1 |
| 3.0 Indicateurs du rendement opérationnel | 2 |
| 4.0 Gestion des risques | 3 |
| 5.0 Résultats financiers | 3 |
| États financiers intermédiaires résumés non audités | 14 |

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2018 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire ainsi qu'à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2017-2018* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant, fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada (CDC), est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) visant l'expansion du centre des données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de service suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

L'équipe des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

L'équipe des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

L'équipe des Services de gestion des projets et des programmes offre des conseils quant aux besoins en matière d'infrastructures, de planification de programmes et de contrôle des calendriers et des documents.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, l'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

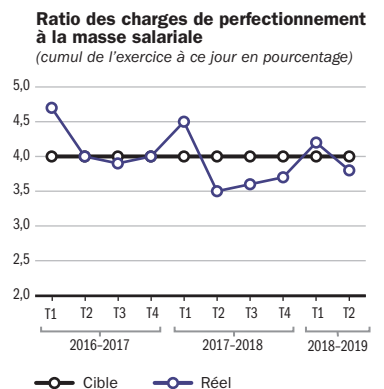
3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le deuxième trimestre de 2018-2019, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 70,9 %, ce qui est comparable aux 71 % de la période correspondante de 2017-2018. Pour l'exercice 2018-2019 à ce jour, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 73,2 %, en hausse par rapport aux 71,9 % de la période correspondante de 2017-2018. Cette hausse s'explique par le fait que le MDN avait planifié ses activités d'approvisionnement au quatrième trimestre de 2017-2018, à temps pour la mise en œuvre des projets au premier semestre de 2018-2019.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel constitue donc l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2018-2019, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.



Pour le deuxième trimestre de 2018-2019, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,4 %, en hausse par rapport à 2,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice 2018-2019 à ce jour, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,8 %, en hausse par rapport à 3,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses s'expliquent par les variations du calendrier de formation par rapport à un an plus tôt.

4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2017-2018* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2018. Toute mention de l'exercice à ce jour renvoie au semestre clos le 30 septembre 2018. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2017. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie au semestre clos le 30 septembre 2017. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2018.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 26,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 2,7 millions de dollars, ou environ 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 54,5 millions de dollars, en hausse de 5,8 millions de dollars, soit environ 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses enregistrées au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour sont attribuables à la majoration de 4,5 % des taux de facturation pour tous les secteurs de service par rapport à l'exercice précédent et à la demande accrue de services de la part du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 6 % au deuxième trimestre et de 8 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses du deuxième trimestre et de l'exercice à ce jour témoignent de la majoration des taux de facturation et de l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification des projets ont progressé de 18 % pour le deuxième trimestre et de 19 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le deuxième trimestre et le cumul de l'exercice sont attribuables à des taux de facturation majorés et à une demande accrue du MDN pour ce service.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 20 % au deuxième trimestre et de 17 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations pour le deuxième trimestre et le cumul de l'exercice s'expliquent par la majoration des taux de facturation et l'augmentation de la demande du MDN pour cette activité.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 26 % pour le deuxième trimestre et de 24 % pour le cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations pour le deuxième trimestre et l'exercice à ce jour découlent de la majoration des taux de facturation et de la hausse de la demande du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 3 % pour le deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations tiennent aux taux de facturation majorés, la demande pour ce service ayant été analogue à celle de l'exercice précédent.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 2 % au deuxième trimestre et de 3 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont attribuables à la majoration des taux de facturation, étant donné que la demande du MDN pour ce service a légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

| (en milliers de dollars) | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|-------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|-------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| Gestion des marchés | 11 727 \$ | 11 046 \$ | 681 | 6 % | 23 990 \$ | 22 279 \$ | 1 711 | 8 % |
| Planification de projets | 6 908 | 5 858 | 1 050 | 18 % | 14 526 | 12 187 | 2 339 | 19 % |
| Soutien technique en matière de biens immobiliers | 2 424 | 2 024 | 400 | 20 % | 4 896 | 4 185 | 711 | 17 % |
| Approvisionnement | 2 154 | 1 714 | 440 | 26 % | 4 189 | 3 388 | 801 | 24 % |
| Soutien technique en matière de construction | 1 849 | 1 789 | 60 | 3 % | 3 871 | 3 755 | 116 | 3 % |
| Soutien technique en matière d'environnement | 1 451 | 1 424 | 27 | 2 % | 2 994 | 2 909 | 85 | 3 % |
| | 26 513 \$ | 23 855 \$ | 2 658 | 11 % | 54 466 \$ | 48 703 \$ | 5 763 | 12 % |

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 1 million de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 534 000 \$, ou environ 112 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cumul de l'exercice, les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements ont totalisé 1,8 million de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou environ 122 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

| (en milliers de dollars) | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|--------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| Frais de déplacement et décaissements recouverts | 1 011 \$ | 477 \$ | 534 | 112 % | 1 842 \$ | 828 \$ | 1 014 | 122 % |

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 12 000 \$, ou 9 %, au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des taux d'intérêt sur le solde du compte bancaire par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont diminué de 14 000 \$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une variation dans la composition des placements. À mesure que des obligations sont arrivées à échéance, la Société en a réinvesti les fonds dans des certificats de placement garanti, qui rapportent moins d'intérêts et ont des échéances plus brèves que les obligations, afin de répondre à ses besoins de trésorerie prévus pour les prochaines années.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|--------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------|------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------|-------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Produits financiers | 145 \$ | 133 \$ | 12 | 9 % | 300 \$ | 314 \$ | (14) | -4 % |

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 19,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 1,6 million de dollars, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 4 %, ou 35 ETP, par rapport à la clôture de l'exercice précédent. Le taux salarial a augmenté de 3,25 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant en cela une hausse de 1,5 % liée au coût de la vie et une majoration de 1,75 % du salaire liée au rendement.

Pour l'exercice à ce jour, les salaires totalisent 39,5 millions de dollars, soit une hausse de 1,6 million de dollars ou d'environ 4 %. Cette hausse traduit les majorations de 3,25 % des salaires liées au coût de la vie et au rendement ainsi qu'une augmentation de l'effectif.

Les charges sociales totalisent 5,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 301 000 \$, ou environ 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation du coût des prestations d'assurance-maladie complémentaire, qui a augmenté au renouvellement fin 2017-2018. L'augmentation de ce coût a également fait monter les charges à payer au titre des avantages sociaux futurs. Au deuxième trimestre, les charges sociales exprimées en pourcentage de la masse salariale ont été à peu près égales à celles de l'exercice précédent.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 10,6 millions de dollars, en hausse de 939 000 \$, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation du coût des prestations d'assurance-maladie complémentaire, qui a augmenté au renouvellement fin 2017-2018.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Salaires | 19 390 \$ | 17 833 \$ | 1 557 | 9 % | 39 459 \$ | 37 812 \$ | 1 647 | 4 % |
| Charges sociales | 5 026 | 4 725 | 301 | 6 % | 10 615 | 9 676 | 939 | 10 % |
| | 24 416 \$ | 22 558 \$ | 1 858 | 8 % | 50 074 \$ | 47 488 \$ | 2 586 | 5 % |
| Charges sociales en pourcentage de la masse salariale | 26 % | 26 % | | | 27 % | 26 % | | |

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 1,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2018-2019, en baisse de 218 000 \$, ou 11 %, par rapport au deuxième trimestre de 2017-2018. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont diminué de 320 000 \$, soit d'environ 8 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 <i>(en milliers de dollars)</i> | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Analyse de la variation |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------|-------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % | |
| Loyers | 460 \$ | 431 \$ | 29 | 7 % | 883 \$ | 912 \$ | (29) | -3 % | Les variations pour les deux périodes tiennent au calendrier des remboursements du bailleur liés à la révision des impôts fonciers pour l'exercice en cours et les exercices précédents. |
| Entretien des logiciels | 334 | 486 | (152) | -31 % | 679 | 877 | (198) | -23 % | Les diminutions pour les deux périodes sont dues à la négociation de tarifs plus avantageux pour des contrats d'entretien de logiciels de productivité et au fait que CDC comptabilise maintenant séparément les services d'infonuagiques et l'entretien de logiciels. |
| Formation et perfectionnement | 257 | 163 | 94 | 58 % | 551 | 475 | 76 | 16 % | Les augmentations pour les deux périodes sont liées au calendrier des activités de formation et de perfectionnement. |
| Honoraires professionnels | 189 | 283 | (94) | -33 % | 401 | 505 | (104) | -21 % | Les baisses pour les deux périodes tiennent surtout au repli des honoraires informatiques. |
| Téléphonie et communications | 176 | 255 | (79) | -31 % | 373 | 457 | (84) | -18 % | Les baisses pour les deux périodes tiennent surtout à un remboursement au titre de services passés reçu pendant la période écoulée et à la renégociation à la baisse de frais de télécommunications. |
| Déplacements professionnels | 73 | 67 | 6 | 9 % | 238 | 204 | 34 | 17 % | Les hausses pour les deux périodes tiennent aux moments auxquels les déplacements ont été effectués. |
| Services, fournitures et matériel de bureau | 62 | 72 | (10) | -14 % | 114 | 134 | (20) | -15 % | Les baisses pour les deux périodes sont attribuables à une baisse des besoins par rapport à l'exercice précédent. |
| Réinstallation d'employés | 39 | 47 | (8) | -17 % | 54 | 103 | (49) | -48 % | Les baisses pour les deux périodes sont dues au calendrier de réinstallation d'employés. |
| Hébergement | 33 | 47 | (14) | -30 % | 82 | 74 | 8 | 11 % | Les variations pour les deux périodes sont attribuables au calendrier des réunions internes qui ont nécessité des hébergements. |
| Service client et communications | 31 | 62 | (31) | -50 % | 60 | 99 | (39) | -39 % | Les baisses pour les deux périodes sont liées à la diminution des coûts de mise en œuvre de l'intranet. |

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 <i>(en milliers de dollars)</i> | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Analyse de la variation |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % | |
| Location de matériel | 29 | (7) | 36 | 514 % | 32 | (12) | 44 | 367 % | Les hausses pour les deux périodes sont dues au fait que CDC a commencé à louer les appareils informatiques personnels, au cours de l'exercice, au lieu de les acheter et de les inscrire à l'actif. |
| Matériel informatique | 28 | 54 | (26) | -48 % | 34 | 78 | (44) | -56 % | Les baisses pour les deux périodes sont dues au fait que CDC a acheté moins de matériel, du fait de l'adoption d'un programme de location d'ordinateurs. |
| Mobilier et agencements | 27 | 28 | (1) | -4 % | 48 | 36 | 12 | 33 % | La variation du deuxième trimestre est négligeable. Pour l'exercice à ce jour, la hausse est due à l'augmentation des achats de matériel ergonomique ou sécuritaire au premier trimestre. |
| Services infonuagiques | 26 | - | 26 | 100 % | 26 | - | 26 | 100 % | Les hausses pour les deux périodes sont dues au fait que, depuis le deuxième trimestre, CDC comptabilise séparément l'infonuagique et l'entretien des logiciels. |
| Impression et papeterie | 24 | 18 | 6 | 33 % | 37 | 30 | 7 | 23 % | Les augmentations pour les deux périodes sont dues à un plus grand usage de l'impression et de la papeterie par suite de l'augmentation de l'effectif. |
| Logiciels | 20 | 17 | 3 | 18 % | 37 | 31 | 6 | 19 % | Les hausses pour les deux périodes sont dues à l'augmentation des achats de logiciels de productivité à un montant inférieur au seuil d'inscription à l'actif. |
| Abonnements et adhésions | 13 | 12 | 1 | 8 % | 30 | 30 | - | 0 % | Les variations sont négligeables. |
| Affranchissement et transport de marchandises | 9 | 9 | - | 0 % | 15 | 14 | 1 | 7 % | Les variations sont négligeables. |
| Recrutement | 6 | 10 | (4) | -40 % | 33 | 10 | 23 | 230 % | Les variations pour les deux périodes sont liées aux fluctuations de la demande pour des services de recrutement. |
| Autres | 4 | 4 | - | 0 % | 19 | 9 | 10 | 111 % | La variation du deuxième trimestre est négligeable. Pour l'exercice à ce jour, la hausse tient à l'augmentation des frais bancaires et à la cession d'immobilisations corporelles. |
| | 1 840 \$ | 2 058 \$ | (218) | -11 % | 3 746 \$ | 4 066 \$ | (320) | -8 % | |

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 1 million de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 534 000 \$, ou environ 112 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les frais de déplacement et décaissements totalisent 1,8 million de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou environ 122 %, par rapport à l'exercice précédent.

Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|---------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|--------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Frais de déplacement et décaissements | 1 011 \$ | 477 \$ | 534 | 112 % | 1 842 \$ | 828 \$ | 1 014 | 122 % |

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 12 %, ou 39 000 \$, au deuxième trimestre, et de 7 %, ou 45 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à l'exercice précédent. La baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles est due au fait que la Société a adopté un modèle de location pour son matériel informatique, ce qui lui a permis de réduire ses dépenses d'investissement pour ce type de biens. La baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est liée au fait que, désormais, la Société préfère les « logiciels à la demande » à leur acquisition proprement dite.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------|-------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 242 \$ | 263 \$ | (21) | -8 % | 501 \$ | 513 \$ | (12) | -2 % |
| Amortissement des actifs loués | 23 | 25 | (2) | -8 % | 47 | 49 | (2) | -4 % |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 35 | 51 | (16) | -31 % | 71 | 102 | (31) | -30 % |
| | 300 \$ | 339 \$ | (39) | -12 % | 619 \$ | 664 \$ | (45) | -7 % |

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le deuxième trimestre de la Société s'est soldé par un bénéfice net et un bénéfice global de 101 000 \$, comparativement à une perte nette et une perte globale de 969 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui correspond à une hausse de 110 %. Pour le cumul de l'exercice, la Société a constaté un bénéfice net et un bénéfice global de 325 000 \$, par rapport à une perte de 3,2 millions de dollars un an plus tôt. Le passage d'une perte à un bénéfice pour le deuxième trimestre et le cumul de l'exercice est attribuable à une majoration de 4,5 % des taux de facturation et à une plus grande utilisation du personnel. Ces augmentations ont fait monter la marge brute, ce qui cadre avec l'objectif que s'est donné la Société de dégager un résultat qui dépasse légèrement le seuil de rentabilité.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|---------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|--------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Résultat net et résultat global | 101 \$ | (969) \$ | 1 070 | 110 % | 325 \$ | (3 205) \$ | 3 530 | 110 % |

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2017-2018*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 24,2 millions de dollars au 30 septembre 2018, en hausse de 1,5 million de dollars par rapport au 31 mars 2018.

Au 30 septembre 2018, le solde de trésorerie s'élève à 6,3 millions de dollars, en hausse de 2,3 millions de dollars, ou 59 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Au cours du semestre qui a suivi le 31 mars 2018, la Société a généré 1,6 million de dollars d'entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, engagé 17 000 \$ de dépenses d'investissement, racheté 788 000 \$ de placements et dépensé 42 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 septembre 2018, les placements (courants et non courants) totalisent 17,9 millions de dollars, en baisse de 841 000 \$ par rapport à la clôture de 2017-2018. Cette baisse est principalement attribuable au rachat de placements dont les fonds sont réaffectés aux activités. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 septembre 2018, les créances clients se chiffrent à 25,7 millions de dollars, en hausse de 3,5 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 17,1 millions de dollars au 30 septembre 2018, en hausse de 1,2 million de dollars, ou 7 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette hausse tient principalement à un accroissement des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 | Variation | |
|---------------------------------|----------------------------|-----------------------|--------------|-------------|
| | | | \$ | % |
| <i>(en milliers de dollars)</i> | | | | |
| Trésorerie | 6 307 \$ | 3 972 \$ | 2 335 | 59 % |
| Placements | 17 888 | 18 729 | (841) | -4 % |
| Trésorerie et placements | 24 195 | 22 701 | 1 494 | 7 % |
| Créances clients | 25 711 | 22 196 | 3 515 | 16 % |
| Passifs courants | 17 143 \$ | 15 992 \$ | 1 151 | 7 % |

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités, estimation établie tous les trois ans par un actuair. Au 30 septembre 2018, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 34,1 millions de dollars, en hausse de 1,6 million de dollars, ou 5 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 | Variation | |
|-----------------------------------------|----------------------------|-----------------------|--------------|------------|
| | | | \$ | % |
| <i>(en milliers de dollars)</i> | | | | |
| Partie courante | 2 502 \$ | 2 502 \$ | - | 0 % |
| Partie non courante | 31 571 | 29 963 | 1 608 | 5 % |
| Total des avantages du personnel | 34 073 \$ | 32 465 \$ | 1 608 | 5 % |

5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société loue des appareils multifonctions pour la copie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du deuxième trimestre, la valeur des actifs loués avait baissé de 50 000 \$, ou 21 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Cette baisse est liée à une charge d'amortissement de 47 000 \$ ainsi qu'au retrait anticipé d'un appareil du service, donnant lieu à une diminution de 3 000 \$.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 | Variation | |
|---------------------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|--------------|
| | | | \$ | % |
| <i>(en milliers de dollars)</i> | | | | |
| Actifs loués | 185 \$ | 235 \$ | (50) | -21 % |

Les obligations locatives avaient diminué de 45 000 \$, ou 19 %, à la clôture du deuxième trimestre par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018 en raison de paiements de 42 000 \$ et du retrait anticipé d'un appareil, donnant lieu à une diminution de 3 000 \$.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 | Variation | |
|------------------------------|----------------------------|-----------------------|-------------|--------------|
| | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | |
| Partie courante | 96 \$ | 96 \$ | – | 0 % |
| Partie non courante | 102 | 147 | (45) | -31 % |
| Obligations locatives | 198 \$ | 243 \$ | (45) | -19 % |

5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 13 000 \$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 172 000 \$, ou 93 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les dépenses d'investissement s'élèvent à 17 000 \$, en baisse de 237 000 \$, ou 93 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse au cours des deux périodes tient au fait que la Société privilégie désormais la prise en location d'appareils informatiques personnels pour ses employés à leur acquisition.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 | Variation | |
|-------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|--------------|
| | | | \$ | % | | | \$ | % |
| (en milliers de dollars) | | | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 13 \$ | – \$ | 13 | 100 % | 13 \$ | 2 \$ | 11 | 550 % |
| Matériel informatique | – | 58 | (58) | -100 % | – | 118 | (118) | -100 % |
| Mobilier et agencements | – | 55 | (55) | -100 % | 4 | 62 | (58) | -94 % |
| Améliorations locatives | – | 72 | (72) | -100 % | – | 72 | (72) | -100 % |
| | 13 \$ | 185 \$ | (172) | -93 % | 17 \$ | 254 \$ | (237) | -93 % |

5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2018 sont supérieurs aux projections du *Plan d'entreprise* (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont conformes aux projections du Plan.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard sont de 75 % supérieurs aux projections du Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements en lien avec le travail exécuté par la Société au nom du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont conformes aux projections du Plan.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 40 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier d'engagement des frais de mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité de la Société, et de l'échéancier des autres charges opérationnelles, notamment les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

La dotation aux amortissements est de 33 % inférieure aux projections en raison de la baisse des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont de 98 % inférieures aux projections, la Société ayant commencé à louer des appareils informatiques personnels pour son personnel au lieu d'en faire l'acquisition.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

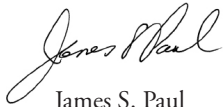
| <i>(en milliers de dollars)</i> | Réel | Plan | Variation | |
|---------------------------------------------------|---------------|-------------------|----------------|--------------|
| | | | \$ | % |
| Produits | | | | |
| Produits tirés des services facturés | 54 466 \$ | 54 853 \$ | (387) | -1 % |
| Frais de déplacement et décaissements recouverts | 1 842 | 1 053 | 789 | 75 % |
| Produits financiers | 300 | 250 | 50 | 20 % |
| | 56 608 | 56 156 | 452 | 1 % |
| Charges | | | | |
| Salaires et charges sociales | 50 074 | 50 609 | (535) | -1 % |
| Charges opérationnelles et frais d'administration | 3 748 | 6 227 | (2 479) | -40 % |
| Frais de déplacement et décaissements | 1 842 | 1 053 | 789 | 75 % |
| Dotation aux amortissements | 619 | 930 | (311) | -33 % |
| | 56 283 | 58 819 | (2 536) | -4 % |
| Résultat net et résultat global | 325 \$ | (2 662) \$ | 2 987 | 112 % |
| Dépenses d'investissement | 17 \$ | 862 \$ | (845) | -98 % |

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul
Président et premier dirigeant, chef des finances intérimaire



Richard M. Danis, CPA, CA
Directeur, Finance

Ottawa, Canada
Le 29 novembre 2018

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

| <i>(en milliers de dollars)</i> | Notes | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|--------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------|--------------------|
| Actif | | | |
| Trésorerie | | 6 307 \$ | 3 972 \$ |
| Placements | 7 | 2 089 | 2 178 |
| Créances clients | 13 | 25 711 | 22 196 |
| Charges payées d'avance et autres actifs courants | | 1 071 | 2 339 |
| Autres créances | | 1 857 | 1 954 |
| Actifs courants | | 37 035 | 32 639 |
| Placements | 7 | 15 799 | 16 551 |
| Immobilisations corporelles | 9 | 1 126 | 1 623 |
| Immobilisations incorporelles | | 194 | 252 |
| Actifs loués | | 185 | 235 |
| Actifs non courants | | 17 304 | 18 661 |
| Total de l'actif | | 54 339 \$ | 51 300 \$ |
| Passif | | | |
| Fournisseurs et dettes diverses | | 12 986 \$ | 13 394 \$ |
| Produits différés | 8 | 1 559 | - |
| Partie courante des obligations locatives | | 96 | 96 |
| Partie courante des avantages du personnel | 10 | 2 502 | 2 502 |
| Passifs courants | | 17 143 | 15 992 |
| Obligations locatives | | 102 | 147 |
| Avantages du personnel | 10 | 31 571 | 29 963 |
| Passifs non courants | | 31 673 | 30 110 |
| Total du passif | | 48 816 | 46 102 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital-actions—autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale | | | |
| Capital émis : 32 actions ordinaires | | - | - |
| Résultats non distribués | | 5 523 | 5 198 |
| Total des capitaux propres | | 5 523 | 5 198 |
| Total du passif et des capitaux propres | | 54 339 \$ | 51 300 \$ |

Passifs éventuels (note 14)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

| (en milliers de dollars) | Notes | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|------------------------------------------------------|-------|----------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Produits tirés des services facturés | | 26 513 \$ | 23 855 \$ | 54 466 \$ | 48 703 \$ |
| Frais de déplacement et décaissements recouvrés | | 1 011 | 477 | 1 842 | 828 |
| Produits financiers | | 145 | 133 | 300 | 314 |
| Total des produits | | 27 669 | 24 465 | 56 608 | 49 845 |
| Salaires et charges sociales | | 24 416 | 22 558 | 50 074 | 47 488 |
| Charges opérationnelles et frais d'administration | 12 | 1 840 | 2 058 | 3 746 | 4 066 |
| Frais de déplacement et décaissements | | 1 011 | 477 | 1 842 | 828 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 9 | 242 | 263 | 501 | 513 |
| Amortissement des actifs loués | | 23 | 25 | 47 | 49 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | | 35 | 51 | 71 | 102 |
| Charges financières | | 1 | 2 | 2 | 4 |
| Total des charges | | 27 568 | 25 434 | 56 283 | 53 050 |
| Résultat net de la période et résultat global | | 101 \$ | (969) \$ | 325 \$ | (3 205) \$ |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

| (en milliers de dollars) | Capital-actions | Résultats non distribués | Total des capitaux propres |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Solde au 30 juin 2018 | – \$ | 5 422 \$ | 5 422 \$ |
| Résultat net de la période | | 101 | 101 |
| Solde au 30 septembre 2018 | – \$ | 5 523 \$ | 5 523 \$ |
| | Capital-actions | Résultats non distribués | Total des capitaux propres |
| Solde au 30 juin 2017 | – \$ | 14 263 \$ | 14 263 \$ |
| Résultat net de la période | | (969) | (969) |
| Solde au 30 septembre 2017 | – \$ | 13 294 \$ | 13 294 \$ |
| | Capital-actions | Résultats non distribués | Total des capitaux propres |
| Solde au 31 mars 2018 | – \$ | 5 198 \$ | 5 198 \$ |
| Résultat net de la période | | 325 | 325 |
| Solde au 30 septembre 2018 | – \$ | 5 523 \$ | 5 523 \$ |
| | Capital-actions | Résultats non distribués | Total des capitaux propres |
| Solde au 31 mars 2017 | – \$ | 16 499 \$ | 16 499 \$ |
| Résultat net de la période | | (3 205) | (3 205) |
| Solde au 30 septembre 2017 | – \$ | 13 294 \$ | 13 294 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

| <i>(en milliers de dollars)</i> | Note | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | | | | |
| Résultat de la période | | 101 \$ | (969) \$ | 325 \$ | (3 205) \$ |
| Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | | | | |
| Charge au titre des avantages du personnel | | 967 | 731 | 1 934 | 1 461 |
| Avantages du personnel versés | | (149) | (104) | (326) | (206) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 9 | 242 | 263 | 501 | 513 |
| Amortissement des actifs loués | | 23 | 25 | 47 | 49 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | | 35 | 51 | 71 | 102 |
| Amortissement des primes d'investissement | | 23 | 26 | 53 | 53 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | | | | | |
| Créances clients | | (1 807) | 2 837 | (3 515) | (1 204) |
| Charges payées d'avance et autres actifs courants | | 225 | 48 | 1 268 | 84 |
| Autres créances | | 49 | 334 | 97 | 515 |
| Fournisseurs et dettes diverses | | 1 252 | (15) | (408) | (1 811) |
| Produits (charges) différés | | 2 786 | 1 160 | 1 559 | 1 392 |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles | | 3 747 | 4 387 | 1 606 | (2 257) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | | | |
| Acquisition de placements | | (98) | (257) | (898) | (258) |
| Rachat de placements | | 1 048 | 700 | 1 686 | 1 200 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 9 | - | (185) | (4) | (252) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | | (13) | - | (13) | (2) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement | | 937 | 258 | 771 | 688 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | | | |
| Remboursement d'obligations locatives | | (22) | (25) | (42) | (48) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | | (22) | (25) | (42) | (48) |
| Diminution de la trésorerie au cours de la période | | 4 662 | 4 620 | 2 335 | (1 617) |
| Trésorerie à l'ouverture | | 1 645 | 785 | 3 972 | 7 022 |
| Trésorerie à la clôture | | 6 307 \$ | 5 405 \$ | 6 307 \$ | 5 405 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié certaines prises de position comptable dont les dates d'entrée en vigueur s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1^{er} avril 2018.

5.1 IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

PPour la période écoulée close le 30 septembre 2018, la Société a adopté IFRS 9 *Instruments financiers* (dans sa version révisée de juillet 2014). IFRS 9 présente de nouvelles règles relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture. La présente section décrit ces nouvelles règles, ainsi que leur incidence sur les états financiers de la Société.

ACTIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 remplace par un seul modèle les modèles de classement et d'évaluation d'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Dans ce modèle unique, les actifs financiers sont classés et évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), soit encore à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG). Ce classement est fondé sur le modèle économique selon lequel s'effectue la gestion de l'actif financier ainsi que sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels en cause. La norme fait disparaître les catégories précédentes d'IAS 39, à savoir « détenu jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « disponible à la vente ». L'adoption d'IFRS 9 n'a pas modifié la base d'évaluation des actifs financiers de la Société.

Sous IFRS 9, le calcul de la dépréciation des actifs financiers part d'un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues, par opposition au modèle fondé sur les pertes de crédit subies d'IAS 39. IFRS 9 s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs contractuels, et demande de la Société qu'elle prenne en compte des facteurs comme des informations passées, courantes et prospectives au moment de calculer les pertes de crédit attendues. La Société a retenu l'approche simplifiée pour évaluer les pertes en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances clients et autres créances.

La Société ne prévoit pas subir de perte de crédit sur des actifs comme les créances clients, étant donné qu'elle tire l'ensemble de ses produits d'entités relevant du gouvernement du Canada. La Société a conclu que, en ce qui la concerne, aucune dépréciation des actifs financiers n'est requise en vertu d'IFRS 9. Elle réévaluera chaque année sa provision pour pertes sur crédit attendues.

PASSIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 présente les règles relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers de manière à rendre compte des variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la JVRN qui sont attribuables à des variations du risque de crédit de l'émetteur.

Les actifs financiers et les passifs financiers de la Société ont été classés, puis évalués dans le *Rapport annuel 2017-2018* au 31 mars 2018, comme suit :

| | Classement | Évaluation ultérieure |
|------------------------|-------------|-----------------------|
| Trésorerie | JVRN | JVRN |
| Placements | Coût amorti | Coût amorti |
| Créances clients | Coût amorti | Coût amorti |
| Autres créances | Coût amorti | Coût amorti |
| Autres actifs courants | Coût amorti | Coût amorti |
| Dettes fournisseurs | Coût amorti | Coût amorti |
| Charges à payer | Coût amorti | Coût amorti |

5.2 IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Pour la période écoulée, la Société a appliqué la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La norme prescrit quand et comment les produits doivent être comptabilisés et exige des entités qu'elles fournissent des informations plus détaillées et utiles aux utilisateurs. La norme – qui remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction* ainsi que plusieurs interprétations portant sur les produits – s'applique à la quasi-totalité des contrats conclus avec des clients, sauf si les contrats relèvent du champ d'application d'autres IFRS, comme IFRS 16 *Contrats de location*.

IFRS 15 présente une méthode en cinq étapes pour la comptabilisation des produits. La Société a appliqué la norme selon l'approche rétrospective modifiée à la transition.

Selon le principe fondamental à la base d'IFRS 15, en vue de comptabiliser les produits des activités ordinaires, l'entité doit montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle en cinq étapes de comptabilisation des produits, à savoir : identifier les contrats conclus avec un client, identifier les obligations de

prestation prévues aux contrats, déterminer le prix de transaction, répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation, et comptabiliser des produits lorsque l'entité a rempli son obligation de prestation.

Sous IFRS 15, la Société comptabilise les produits lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert au client du contrôle des biens et services visés par cette obligation de prestation.

La note 11 présente les méthodes comptables de la Société pour ses diverses sources de produits. Hormis le fait que la Société doit fournir plus d'informations sur les transactions génératrices de produits, l'application d'IFRS 15 n'a pas grande incidence sur la situation financière ou les résultats financiers de la Société, et aucun ajustement n'est nécessaire pour les périodes comparatives.

La Société a ventilé les produits tirés de contrats conclus avec des clients en plusieurs catégories, de manière à faire ressortir dans chaque cas la nature des services rendus. Voir à la note 11 la ventilation des produits des activités ordinaires.

NOTE 6 : NOUVELLE NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

6.1 IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16 *Contrats de location*, en remplacement d'IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les contrats de location soient inscrits à l'actif ou au passif de l'état de la situation financière du preneur, elle vise une plus grande transparence et elle améliore la comparabilité entre les entreprises. La comptabilité du bailleur n'a pas changé par rapport à la pratique actuelle; il continue de classer ses contrats de location soit dans les contrats de location simple, soit dans les contrats de location-financement.

La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, l'application anticipée étant autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société n'entend pas appliquer IFRS 16 par anticipation. La Société est à évaluer les répercussions que pourrait avoir l'application de cette norme sur ses états financiers. Un examen préliminaire des contrats de location de la Société a permis de faire ressortir environ sept contrats pour des locaux à bureaux qui doivent être analysés. La Société a commencé cette analyse, qui se poursuivra tout au long de l'exercice 2018-2019.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 1,8 % à 2,6 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2031 et celles des CPG, de 2019 à 2023, et la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant sous 12 mois.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|---------------------|-------------------------|--------------------|
| Partie courante | 2 089 \$ | 2 178 \$ |
| Partie non courante | 15 799 | 16 551 |
| Total | 17 888 \$ | 18 729 \$ |

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|----------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Valeur comptable au coût amorti | | |
| Obligations | | |
| du Canada | 503 \$ | 504 \$ |
| de Provinces | 6 998 | 8 032 |
| de sociétés | 3 765 | 4 290 |
| Total des obligations | 11 266 | 12 826 |
| Certificats de placement garanti | 6 525 | 5 725 |
| Fonds communs de placement | 97 | 178 |
| Total | 17 888 \$ | 18 729 \$ |

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|----------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Juste valeur | | |
| Obligations | | |
| du Canada | 511 \$ | 519 \$ |
| de Provinces | 7 088 | 8 283 |
| de sociétés | 3 827 | 4 423 |
| Total des obligations | 11 426 | 13 225 |
| Certificats de placement garanti | 6 594 | 5 744 |
| Fonds communs de placement | 97 | 178 |
| Total | 18 117 \$ | 19 147 \$ |

NOTE 8 : PRODUITS COURUS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 30 septembre 2018, les produits différés s'élèvent à 1 559 \$, comparativement à néant au 31 mars 2018. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes données de l'exercice financier, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Coût | 6 944 \$ | 6 940 \$ |
| Moins le cumul des amortissements | 5 818 | 5 317 |
| Valeur comptable nette | 1 126 \$ | 1 623 \$ |
| Valeur comptable nette par catégorie d'actifs | | |
| Matériel informatique | 886 \$ | 1 317 \$ |
| Mobilier et agencements | 210 | 240 |
| Améliorations locatives | 30 | 66 |
| Valeur comptable nette | 1 126 \$ | 1 623 \$ |

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

| | Matériel informatique | Mobilier et agencements | Améliorations locatives | Total |
|-----------------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------|
| Coût | | | | |
| Solde au 31 mars 2018 | 4 497 \$ | 886 \$ | 1 557 \$ | 6 940 \$ |
| Plus les entrées | - | 4 | - | 4 |
| Moins les sorties | - | - | - | - |
| Solde au 30 septembre 2018 | 4 497 \$ | 890 \$ | 1 557 \$ | 6 944 \$ |

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

| | Matériel informatique | Mobilier et agencements | Améliorations locatives | Total |
|-----------------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------|
| Cumul des amortissements | | | | |
| Solde au 31 mars 2018 | 3 180 \$ | 646 \$ | 1 491 \$ | 5 317 \$ |
| Plus l'amortissement | 431 | 34 | 36 | 501 |
| Moins les sorties | - | - | - | - |
| Solde au 30 septembre 2018 | 3 611 \$ | 680 \$ | 1 527 \$ | 5 818 \$ |

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 10 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|------------------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Partie courante des avantages du personnel | 2 502 \$ | 2 502 \$ |
| Partie non courante des avantages du personnel | 31 571 | 29 963 |
| Total des avantages du personnel | 34 073 \$ | 32 465 \$ |

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2017-2018*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017, et la prochaine est prévue pour avril 2020.

NOTE 11 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, les ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS peuvent être signés, s'il y a lieu.

Les ANS peuvent être liés à des honoraires fondés sur le temps engagé ou à des honoraires fixes (dits « à forfait »). En ce qui concerne les ANS fondés sur le temps, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que les membres du personnel de la Société fourniront au cours de l'exercice. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement engagé et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements anticipés reçus ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.

11.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services dans le cadre des ANS sans aucune majoration.

11.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

11.3 LOCAUX

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN offre gratuitement au personnel de la Société des locaux à bureaux dans ses bases et escadres ainsi que dans d'autres installations appartenant au Ministère. Dans les cas où l'espace requis ne lui serait pas fourni, la Société établit ses taux de facturation horaires de manière à recouvrer ses frais d'hébergement. Lorsque les frais d'hébergement sont recouverts sous forme de coûts décaissés, ces décaissements sont portés en réduction du montant facturé.

11.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits par région, par secteur d'activité et par type de contrat (honoraires fondés sur le temps ou à forfait). Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le
30 septembre 2018

| Région | Secteur d'activité | | | | | | Total des produits, par région |
|----------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| | Gestion des marchés | Planification de projets | Soutien technique en matière de biens immobiliers | Approvisionnement | Soutien technique en matière de construction | Soutien technique en matière d'environnement | |
| Atlantique | 2 178 \$ | 983 \$ | 286 \$ | 331 \$ | 171 \$ | 237 \$ | 4 186 \$ |
| Québec | 1 876 | 1 062 | 388 | 378 | 329 | 334 | 4 367 |
| Capitale nationale | 807 | 1 774 | 1 180 | 288 | 120 | 277 | 4 446 |
| Ontario | 3 274 | 1 272 | 276 | 542 | 554 | 376 | 6 294 |
| Ouest | 3 551 | 1 817 | 294 | 605 | 432 | 227 | 6 926 |
| Siège social | 41 | – | – | 10 | 243 | – | 294 |
| Total des produits, par activité | 11 727 \$ | 6 908 \$ | 2 424 \$ | 2 154 \$ | 1 849 \$ | 1 451 \$ | 26 513 \$ |

Semestre clos le
30 septembre 2018

| Région | Secteur d'activité | | | | | | Total des produits, par région |
|----------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| | Gestion des marchés | Planification de projets | Soutien technique en matière de biens immobiliers | Approvisionnement | Soutien technique en matière de construction | Soutien technique en matière d'environnement | |
| Atlantique | 4 497 \$ | 2 045 \$ | 539 \$ | 678 \$ | 348 \$ | 468 \$ | 8 575 \$ |
| Québec | 4 021 | 2 382 | 845 | 749 | 679 | 680 | 9 356 |
| Capitale nationale | 1 513 | 3 660 | 2 373 | 608 | 266 | 579 | 8 999 |
| Ontario | 6 783 | 2 563 | 557 | 1 007 | 1 237 | 771 | 12 918 |
| Ouest | 7 097 | 3 876 | 582 | 1 131 | 828 | 496 | 14 010 |
| Siège social | 79 | – | – | 16 | 513 | – | 608 |
| Total des produits, par activité | 23 990 \$ | 14 526 \$ | 4 896 \$ | 4 189 \$ | 3 871 \$ | 2 994 \$ | 54 466 \$ |

Trimestre clos le
30 septembre 2017

| Région | Secteur d'activité | | | | | | Total des produits, par région |
|----------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| | Gestion des marchés | Planification de projets | Soutien technique en matière de biens immobiliers | Approvisionnement | Soutien technique en matière de construction | Soutien technique en matière d'environnement | |
| Atlantique | 2,279 \$ | 722 \$ | 340 \$ | 265 \$ | 170 \$ | 189 \$ | 3,965 \$ |
| Québec | 1,969 | 946 | 387 | 277 | 210 | 281 | 4,070 |
| Capitale nationale | 612 | 1,543 | 730 | 353 | 152 | 297 | 3,687 |
| Ontario | 3,076 | 1,015 | 268 | 356 | 630 | 394 | 5,739 |
| Ouest | 3,081 | 1,632 | 286 | 447 | 433 | 263 | 6,142 |
| Siège social | 29 | – | 13 | 16 | 194 | – | 252 |
| Total des produits, par activité | 11,046 \$ | 5,858 \$ | 2,024 \$ | 1,714 \$ | 1,789 \$ | 1,424 \$ | 23,855 \$ |

Semestre clos le
30 septembre 2017

Secteur d'activité

| Région | Gestion des marchés | Planification de projets | Soutien technique en matière de biens immobiliers | Approvisionnement | Soutien technique en matière de construction | Soutien technique en matière d'environnement | Total des produits, par région |
|-----------------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| Atlantique | 4 436 \$ | 1 522 \$ | 751 \$ | 533 \$ | 325 \$ | 365 \$ | 7 932 \$ |
| Québec | 4 063 | 2 057 | 782 | 617 | 418 | 525 | 8 462 |
| Capitale nationale | 1 181 | 3 159 | 1 525 | 623 | 292 | 663 | 7 443 |
| Ontario | 6 179 | 2 064 | 512 | 713 | 1 365 | 815 | 11 648 |
| Ouest | 6 352 | 3 385 | 601 | 879 | 931 | 541 | 12 689 |
| Siège social | 68 | - | 14 | 23 | 424 | - | 529 |
| Total des produits, par activité | 22 279 \$ | 12 187 \$ | 4 185 \$ | 3 388 \$ | 3 755 \$ | 2 909 \$ | 48 703 \$ |

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de contrat.

Produits provenant des honoraires fondés sur le temps

| Région | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Atlantique | 1 343 \$ | 1 578 \$ | 2 675 \$ | 3 026 \$ |
| Capitale nationale | 953 | 1 142 | 2 062 | 2 383 |
| Ontario | 4 621 | 3 757 | 9 296 | 7 623 |
| Québec | 1 629 | 1 879 | 3 430 | 3 831 |
| Ouest | 1 559 | 1 776 | 3 246 | 3 541 |
| Produits tirés de contrats fondés sur le temps | 10 105 \$ | 10 132 \$ | 20 709 \$ | 20 404 \$ |

Produits provenant des honoraires à forfait

| Région | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|---------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Atlantique | 2 843 \$ | 2 387 \$ | 5 900 \$ | 4 906 \$ |
| Capitale nationale | 3 414 | 2 920 | 7 294 | 6 079 |
| Ontario | 119 | 180 | 311 | 349 |
| Québec | 4 665 | 3 860 | 9 488 | 7 817 |
| Ouest | 5 367 | 4 366 | 10 764 | 9 148 |
| Produits tirés de contrats à forfait | 16 408 \$ | 13 723 \$ | 33 757 \$ | 28 299 \$ |
| Total des produits | 26 513 \$ | 23 855 \$ | 54 466 \$ | 48 703 \$ |

NOTE 12 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Loyers | 460 \$ | 431 \$ | 883 \$ | 912 \$ |
| Entretien des logiciels | 334 | 486 | 679 | 877 |
| Formation et perfectionnement | 257 | 163 | 551 | 475 |
| Honoraires professionnels | 189 | 283 | 401 | 505 |
| Téléphonie et communications | 176 | 255 | 373 | 457 |
| Déplacements professionnels | 73 | 67 | 238 | 204 |
| Services, fournitures et matériel de bureau | 62 | 72 | 114 | 134 |
| Réinstallation d'employés | 39 | 47 | 54 | 103 |
| Hébergement | 33 | 47 | 82 | 74 |
| Service client et communications | 31 | 62 | 60 | 99 |
| Location de matériel | 29 | (7) | 32 | (12) |
| Matériel informatique | 28 | 54 | 34 | 78 |
| Mobilier et agencements | 27 | 28 | 48 | 36 |
| Services infonuagiques | 26 | – | 26 | – |
| Impression et papeterie | 24 | 18 | 37 | 30 |
| Logiciels | 20 | 17 | 37 | 31 |
| Abonnements et adhésions | 13 | 12 | 30 | 30 |
| Affranchissement et transport de marchandises | 9 | 9 | 15 | 14 |
| Recrutement | 6 | 10 | 33 | 10 |
| Autres | 4 | 4 | 19 | 9 |
| | 1 840 \$ | 2 058 \$ | 3 746 \$ | 4 066 \$ |

NOTE 13 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le deuxième trimestre de 2018-2019, les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouverts s'élèvent à 27 524 \$, contre 24 332 \$ pour le deuxième trimestre de 2017-2018. Pour l'exercice à ce jour, soit en date du 30 septembre 2018, ces produits totalisent 56 308 \$, contre 49 531 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (y compris à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé des charges de 27 \$ à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada pour l'exercice 2018-2019 à ce jour, contre 47 \$ pour la période correspondante de 2017-2018.

| | Au 30 septembre 2018 | Au 31 mars 2018 |
|----------------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Créances | | |
| Ministère de la Défense nationale | 23 603 \$ | 20 186 \$ |
| Agence de logement des Forces canadiennes | 1 810 | 1 702 |
| Services partagés Canada | 104 | 100 |
| Centre de la sécurité des télécommunications | 193 | 210 |
| Services publics et Approvisionnement Canada | 1 | (2) |
| | 25 711 \$ | 22 196 \$ |
| Dettes | | |
| Services partagés Canada | – \$ | 9 \$ |
| Ministère de la Justice | – | 130 |
| | – \$ | 139 \$ |

13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

| | Trimestre clos le 30 septembre 2018 | Trimestre clos le 30 septembre 2017 | Semestre clos le 30 septembre 2018 | Semestre clos le 30 septembre 2017 |
|----------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Avantages à court terme | 884 \$ | 824 \$ | 1 763 \$ | 1 677 \$ |
| Avantages postérieurs à l'emploi | 111 | 103 | 251 | 195 |
| Total | 995 \$ | 927 \$ | 2 014 \$ | 1 872 \$ |

NOTE 14 : PASSIFS ÉVENTUELS

14.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2018, douze réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 10 364 \$. Au 31 mars 2018, huit réclamations étaient en cours, d'une valeur totale de 2 259 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. La Société n'encourt donc aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.